

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 06/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRAFFEUILLE SA

Route de St Jean d'Angely
16170 Rouillac

Références : 2026 104 UbD16-86 Env

Code AIOT : 0007203657

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement GRAFFEUILLE SA implanté Route de St-Jean d'Angély 16170 Rouillac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

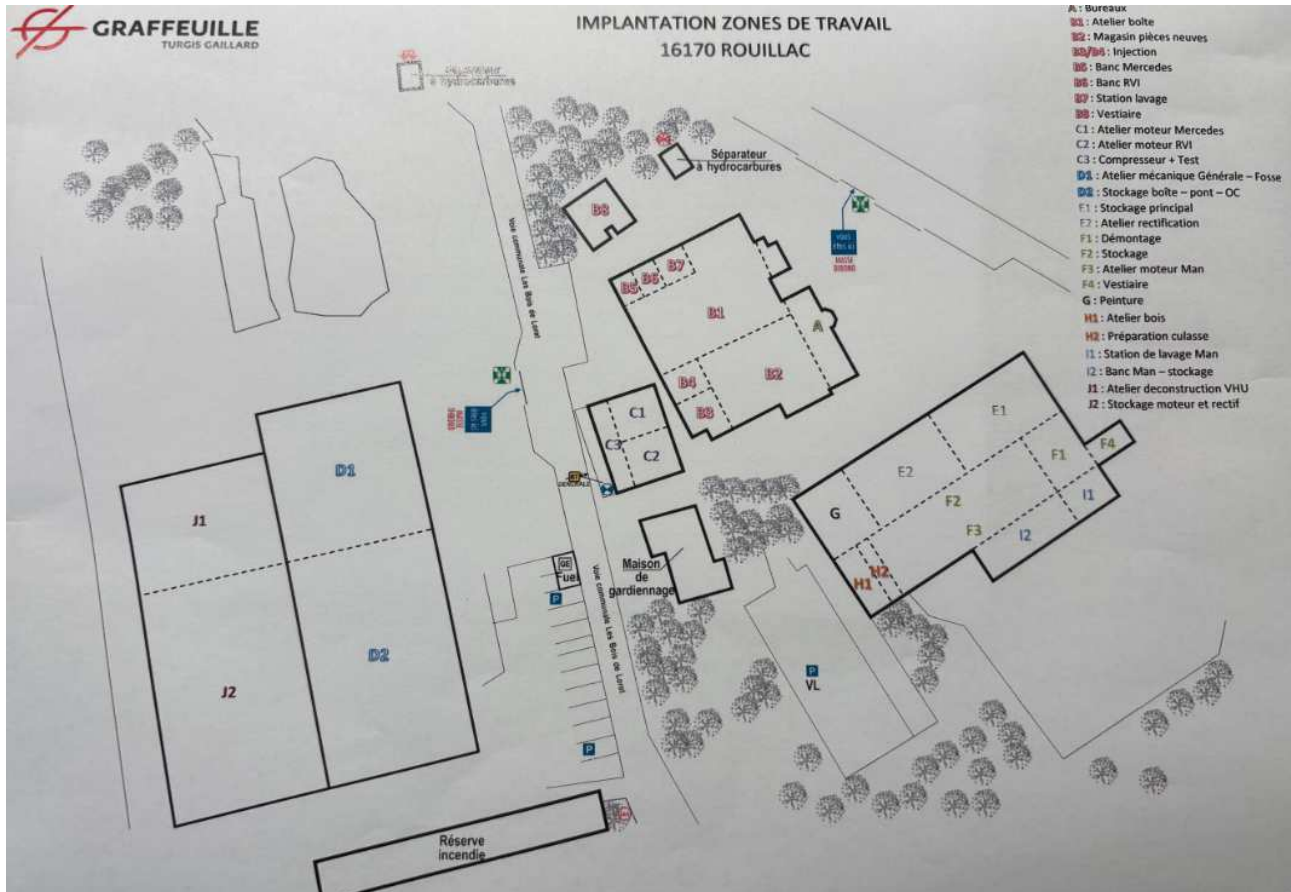
- GRAFFEUILLE SA
- Route de St-Jean d'Angély 16170 Rouillac
- Code AIOT : 0007203657
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Graffeuille est spécialisée dans le reconditionnement et la rénovation de pièces mécaniques pour véhicules poids lourds.

Suite à l'inspection de 2023, un dossier d'autorisation environnementale est prévu d'être déposé pour régulariser plusieurs activités ICPE, dont celles en lien avec les essais moteurs sur bancs (autorisation) et de traitement de surface (enregistrement).

L'établissement emploie près de 80 personnes et les activités ont débuté dans les années 1980. Près de 600 moteurs sont reconditionnés chaque année, dont 90 % pour les camions et les 10 % restant concernant des moteurs de bateaux et de tracteurs agricoles.

Les installations sont représentées sur le plan ci-dessous.



Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets d'eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, articles 31 et 33	Sans objet	Sans objet
5	Situation administrative et régularisation	Code de l'environnement, article R.511-9	Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande d'action corrective	6 mois
7	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	Demande d'action corrective	3 mois
8	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20-II	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Rétention stockage des concentrats	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des eaux industrielles par évapo-concentration	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26	Sans objet
3	Prévention de pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	Sans objet
4	Prévention des risques (désenfumage)	Arrêté Préfectoral du 29/11/1999, article 7.1	Sans objet
6	Prévention des risques (incendie)	Arrêté Préfectoral du 29/11/1999, article 7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de constater que des non-conformités antérieures avaient été gérées et que la gestion des effluents a été améliorée.

Toutefois, plusieurs non-conformités ont été relevées. Des demandes d'actions correctives sont formulées dans le présent rapport.

La régularisation administrative du site est prévue par le dépôt d'un dossier d'autorisation environnementale, au plus tard en septembre 2026. L'inspection propose donc d'acter cette échéance, pour éviter toute dérive calendaire, dans un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des eaux industrielles par évapo-concentration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : cf. article 26 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012
Constat lors de la visite d'inspection de 2023 :
Afin de répondre aux non-conformités constatées lors de la précédente visite d'inspection du

09/03/2021, dans sa lettre du 05/11/2022 adressée à Madame la préfète, l'exploitant indique avoir mis en place depuis juillet 2022 :

- un dispositif de traitement des eaux résiduaires, de type évapo-concentrateur, qui a vocation à traiter l'ensemble des effluents industriels de l'usine ; ces effluents sont chargés en résidus d'hydrocarbures et de produits lessiviels principalement ;
- en marche nominale, cet équipement permet de traiter 90 litres par heure soit environ 2 m³ par jour et 600 m³ par an ;
- la source de chaleur nécessaire à l'évaporation provient d'une source électrique (5 kW). Cet équipement permet de recycler les eaux traitées dans le process industriel (machines à laver, nettoyage).

Le concentration issu du traitement est pris en charge pour traitement externe en tant que déchet dangereux.

Suite à la visite du 09/03/2021, l'exploitant a supprimé tout rejet d'effluent industriel dans le réseau des eaux pluviales.

Dans l'attente de la mise en exploitation nominale de l'évapo-concentrateur, ces effluents sont toujours évacués comme déchets. Une partie, cependant, est traitée par l'équipement durant la phase de test. Les analyses des effluents rejetés, produites par l'exploitant jusqu'à mars 2023, ne mettent en évidence aucun dépassement de valeur limite.

Lors de la visite, l'équipement était encore en phase de test ; cette phase doit se terminer ce printemps. Pour une exploitation nominale, l'exploitant prévoit les aménagements suivants :

- le raccordement de l'ensemble des ateliers à cet équipement, de manière progressive nécessitant des travaux sur les réseaux de collecte des effluents ;
- l'implantation d'une citerne de 20 m³ pour le stockage des concentrats en attente d'évacuation ;
- l'instrumentation pour une exploitation automatisée. Par mail du 27/04/2023, l'exploitant a transmis des documents complémentaires :
- un schéma du procédé de fonctionnement
- le certificat d'acceptation préalable de la SNATI pour la prise en charge des concentrats (code 13 05 07 *)
- un BSD pour le traitement des concentrats par incinération (SARP à Bassens - 33)

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la fin de la phase de test et de la mise en exploitation nominale de l'évapo-concentrateur. Après réalisation des aménagements nécessaires à la collecte de l'ensemble des effluents industriels pour traitement par l'évapo-concentrateur, l'exploitant met à jour le plan de ses réseaux d'eaux, tel que prévu à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012. Ce plan actualisé est transmis à l'inspection des installations classées.

Constats :

La gestion des effluents sur le site est la suivante.

Le site est découpé en 2 zones de part et d'autre d'une route, « site boîtes de vitesse » et « site parc », avec 1 séparateur hydrocarbures pour chaque zone :

- les eaux pluviales et les eaux de parking sont orientées vers un séparateur à hydrocarbures puis envoyées vers le milieu naturel
- les eaux industrielles issues du process (machines à laver, bains d'épreuve et nettoyage haute

pression) sont canalisées vers un réseau de 3 séparateurs à hydrocarbures, puis vers l'évapo-concentrateur. Les eaux traitées sont ensuite réinjectées dans le process. Les concentrats stockés dans une cuve à l'extérieur sont collectés et traités par un prestataire agréé.

Les séparateurs pour les eaux pluviales, eaux industrielles et les pistes de lavages sont vidangés et nettoyés tous les ans par la SNATI.

Dans son courriel du 16/01/2026, l'exploitant a présenté :

- un plan très sommaire des réseaux aqueux de son établissement qui ne permet pas d'apprécier le cheminement des différents réseaux d'eaux du site (pluviales, industrielles, lavages...) ; toutefois, les vannes de coupure y sont représentées. De plus, ce plan semble être une version non à jour puisqu'il est fait référence à l'unité de traitement de l'eau en projet (évapo-concentrateur), pourtant déjà présente sur site. Enfin, le plan des réseaux n'est pas conforme aux dispositions de l'article 26 de l'AM du 26/11/2012 (rubrique 2712) ; de nombreux items réglementaires étant manquants.

Nota : l'article 26 supra prévoit que « le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques ». Le plan doit être mis à jour en cohérence et détailler les attendus y compris les ouvrages d'épuration sur site (séparateurs à hydrocarbures...).

- un bordereau de suivi de déchets datant d'août 2025 pour l'évacuation des concentrats à hauteur de 9,66 tonnes et dont le code déchets est le suivant 13 05 08* « eaux hydrocarburées ». Lors de la visite des installations, l'évapo-concentrateur a été vu par l'inspection. Celui-ci permet de traiter 600 m³ d'effluents par an à raison d'environ 2 m³ par jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, articles 31 et 33

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

Article 31 : Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline)

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

Matières en suspension : 35 mg/l.

DCO : 125 mg/l ;

DBO5 : 30 mg/l.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;

Plomb : 0,5 mg/l ;

Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ;

Métaux totaux : 15 mg/l.

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

Article 33 : « Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées » à l'article 31 » est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

L'exploitant fait réaliser des analyses annuelles des eaux pluviales.

Par courriel du 16/12/2025, un rapport du laboratoire IANESCO a été transmis pour des analyses d'octobre 2024. Les paramètres mesurés sont les suivants : pH, DBO5, DCO, MES, Al, As, Cd, CrVI, Cr total, Cu, Fe, Hg, Ni, Pb, Zn, métaux totaux, HCT et température.

Tous les paramètres réglementaires sont analysés à l'exception de l'étain (Sn).

Concernant les résultats, il est observé :

- une teneur mesurée en DBO5 de 30 mg/l pour une VLE de 30 mg/l ;
- une teneur en MES mesurée à 49 mg/l pour une VLE à 25 mg/l ;
- pour le reste des paramètres analysés, aucun dépassement de VLE n'est observé.

L'exploitant précise, dans son courriel du 16/01/2026, que les eaux pluviales sont bien orientées vers un système de décantation et de séparateurs à hydrocarbures. Ces ouvrages d'épuration sont curés et nettoyés tous les ans par la société SNATI. L'exploitant n'explique pas l'origine des dépassements en MES.

L'exploitant n'a pas réalisé d'analyse de la qualité des eaux de surface au titre de l'année 2025.

L'exploitant a précisé que de nouveaux prélèvements, au niveau des deux points de rejets EP « site boîtes de vitesse » et EP « site parc », sont prévus avant la mi février 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de transmettre à l'inspection les résultats des analyses d'eaux pluviales réalisées au courant du mois de février 2026. Dans le cas où des analyses seraient non-conformes, des actions correctives sont à proposer pour y remédier.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de réaliser chaque année une analyse de la qualité des eaux de surface rejetées, s'agissant d'un attendu réglementaire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention de pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
<p>Prescription contrôlée : cf. article 25 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012</p> <p>Constat lors de la visite d'inspection de 2023 :</p> <p>Les produits utilisés pour le dégraissage et le nettoyage des pièces mécaniques de même que les stocks d'huiles, sont stockés sur racks superposés. Les pictogrammes de dangers figurant sur les récipients montrent que certains sont à caractère acide, d'autres basiques et d'autres inflammables.</p> <p>Les racks sont situés dans une rétention maçonnée construite sur toute leur emprise au sol. Toutefois, à l'intérieur de cette rétention aucune séparation n'existe permettant de stocker séparément les produits incompatibles.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les récipients contenant des produits incompatibles (par exemple base/acide) sont effectivement stockés sur des rétentions séparées. Dans un délai maximal de 2 mois l'exploitant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- recense l'ensemble des produits stockés et identifie les risques d'incompatibilité chimique entre eux, 2- met en place, s'il y a lieu, les mesures (constructive, organisationnelle) permettant d'éviter que des produits incompatibles soient stockés dans une même rétention. L'exploitant informe l'inspection des installations classées du recensement effectué et des mesures prises.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que la rétention maçonnée unique vue lors de l'inspection de 2023 avait été subdivisée en 3 zones. Chaque zone de stockages verticaux superposés accueille une typologie de produits spécifiques.</p> <p>Il n'a pas été relevé d'entreposage de produits incompatibles entre-eux dans une même portion de rétention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des risques (désenfumage)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/1999, article 7.1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Le désenfumage des bâtiments est assuré par des ouvertures situées en partie supérieure. Si ces ouvertures sont fermées par des châssis, ceux-ci doivent être facilement manoeuvrables manuellement.
Constats : La société Eurofeu a contrôlé le système de désenfumage le 25/06/2025, qui a été jugé en bon état et en bon fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Situation administrative et régularisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, conformité
Prescription contrôlée : cf. article R. 511-9 du code de l'environnement Courrier préfectoral du 07/05/2024 : Selon l'étude produite, les installations comporteraient d'autres activités : <ul style="list-style-type: none">- une activité relevant également du régime de l'enregistrement (rubrique 2565.2-a « Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670 »,- une activité relevant potentiellement du régime de l'autorisation (rubrique 2931.1 « Ateliers d'essais sur banc de moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion 1. Lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est supérieure à 150 kW »,- des activités relevant de la déclaration (rubriques 2563.2, 2910 A. 2). Compte-tenu des incohérences dans le dossier, un échange avec vos services a permis d'établir que votre établissement dispose effectivement de bancs de test de moteurs et de bains de traitement dont la situation administration n'est pas intégrée aux autorisations préfectorales encadrant le fonctionnement de l'établissement. Il convient dès à présent et sans excéder un délai de deux mois que vous proposiez à l'inspection une régularisation des activités actuellement exploitées sans disposer d'une autorisation préfectorale requise en bonne et due forme. Aussi compte-tenu de la situation potentiellement irrégulière au regard des rubriques A et E

correspondant à des activités en service dont vous ne disposez aucunement des autorisations requises, une visite d'inspection du site sera envisagée dès lors qu'aucune régularisation n'aura été proposé par vos soins.

Constats :

Depuis la précédente inspection, plusieurs échanges ont eu lieu et ont conduit à démontrer que l'établissement n'était pas régulier pour plusieurs rubriques de la nomenclature des installations classées, et notamment la rubrique 2931 placée sous le régime de l'autorisation.

L'exploitant a pris l'attache de l'APAVE pour la réalisation du dossier de demande d'autorisation environnementale (DAENV) pour régulariser la situation administrative de son établissement, y compris plusieurs autres activités soumises à enregistrement et déclaration qui seront embarquées dans le DAENV.

Une proposition commerciale a été faite le 17/12/2025 (signée par l'exploitant le 21/01/2026) et précise notamment que « l'objectif du dossier d'autorisation environnementale est donc de prendre en compte les rubriques suivantes et à ce stade, ce afin de refaire également un point zéro pour les rubriques suivantes à régulariser :

- 2931-1 à autorisation (à régulariser) ;
- 2565-2-a à enregistrement (à régulariser) ;
- 1978-4 ou 1978-5 ou 1978-6 à déclaration ;
- 2925-1 à déclaration ;
- 2940-2-b à déclaration avec contrôle ».

L'inspection est en phase avec l'analyse de la situation administrative de l'établissement et retenue par l'APAVE. Toutefois lors de la visite terrain, des installations de travail mécanique du bois, des métaux ainsi que des activités de sablage ont été constatées et doivent être prises en compte et régularisées dans le classement ICPE.

Le jour de l'inspection, un essai de moteur sur banc a pu être constaté, ce qui atteste que l'exploitant exploite toujours, de façon irrégulière, les activités relatives à la rubrique 2931 placée sous le régime de l'autorisation. L'exploitant s'est engagé à produire un DAENV auprès de l'administration dans un délai de 6 mois.

Au regard de l'ancienneté de ce sujet et de l'absence de dossier remis alors que demandé depuis plusieurs années, l'inspection propose à monsieur le préfet de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure en fixant une échéance de dépôt du dossier cohérente avec le calendrier sur lequel l'exploitant s'est engagé.

L'installation relève actuellement du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2931 de la nomenclature des installations classées et est exploitée sans avoir fait l'objet de l'autorisation préfectorale requise en application du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de régulariser sa situation en déposant une demande d'autorisation environnementale au plus tard pour le mois de septembre 2026.

Afin de régulariser la situation administrative et de borner les délais dans le temps, il est proposé de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure pour la régularisation de la situation. Ce projet est transmis à l'exploitant pour avis dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire (délai accordé de 15 jours).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Prévention des risques (incendie)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/1999, article 71
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement. Ils comprendront une réserve d'eau de 120 m ³ et des extincteurs.
Constats : L'exploitant précise que la défense incendie du site est gérée par une réserve incendie publique qui a pour référence « point d'aspiration n° 43 ». La réserve a une capacité de 600 m ³ (information confirmée par courriel du 16/01/2026). Dans un courriel du 23/12/2025, le SDIS 16 a confirmé que « la dernière reconnaissance opérationnelle effectuée sur le point d'eau N° 43 de votre site Ets GRAFFEUILLE sur la commune de Rouillac a été réalisée le 22/06/2023 et fait ressortir que ce point d'eau est conforme et opérationnel pour engins d'incendie et de secours du SDIS 16 avec un volume d'eau de 600 m ³ ». La réserve est donc à considérer comme conforme. Concernant les moyens de lutte de première intervention, un parc d'extincteurs est présent sur site. Le contrôle a été réalisé le 10/09/2025 par la société Eurofeu. L'examen du rapport démontre la nécessité de remplacer plusieurs extincteurs pour les motifs suivants : - appareil de plus de 10 ans : appareil à remplacer après devis (7 extincteurs concernés) ; - choc/détérioration : appareil à remplacer après devis (1 extincteur concerné). L'exploitant a justifié du bon remplacement des extincteurs présentant des défauts (cf. rapport Eurofeu du 22/09/2025).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du

milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Constats :

L'exploitant précise que l'isolement du site peut se faire en fermant les deux 2 vannes de confinement présentes sur site en aval des deux séparateurs chacun raccordé au point de rejets des eaux pluviales « zone parc » et « zone site boîtes de vitesse ».

Lors de la visite des installations, un essai de manoeuvrabilité d'une des deux vannes a été réalisé avec succès. Toutefois, les vannes de confinement ne sont pas identifiées par un panneau signalétique et le sens de manoeuvre de celles-ci n'est pas précisé.

Enfin dans le cadre de la régularisation de ses activités (cf. DAENV attendu), l'exploitant devra évaluer le besoin pour le confinement des eaux d'extinction de son site et envisager la réalisation de travaux pour permettre un confinement in situ.

L'exploitant a également précisé avoir réalisé des contrôles caméras de ses réseaux enterrés au préalable à la mise en service de l'évapo-concentrateur, sans toutefois pouvoir préciser les défauts observés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :

- mettre en place un affichage signalant les vannes de confinement et indiquant le sens de manoeuvre de celles-ci pour procéder à leur fermeture complète ;
- justifier que les réseaux enterrés du site, où sont susceptibles de transiter des eaux d'extinction, ne sont pas affectés par des défauts remettant en cause leur intégrité et leur étanchéité ; à défaut, des actions correctives pour y remédier sont à proposer.

Enfin, il est demandé à l'exploitant, dans le cadre de son DAENV, d'évaluer le besoin pour le confinement des eaux d'extinction en termes de capacité et de proposer les travaux à réaliser pour disposer de la capacité nécessaire in situ.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20-II

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Applicable au 01/01/2026 :

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées

<p>d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p> <p>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport de contrôle Eurofeu, daté du 25/06/2025, sur les alarmes incendie du site (de type T4). Ces alarmes sont des dispositifs à déclenchement manuel non raccordés à une détection automatique d'incendie sur site. Toutefois, le résultat du contrôle de ces alarmes a permis de conclure à leur bon état et à leur bon fonctionnement.</p> <p>L'inspection note que l'exploitant ne dispose pas d'une détection automatique d'incendie au niveau où des déchets, des produits inflammables et des combustibles sont entreposés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous six mois, de doter les installations requises d'un système de détection automatique d'incendie conforme et répondant à la réglementation en vigueur.</p> <p>L'exploitant se positionne plus généralement sur la conformité à l'article supra de l'arrêté ministériel.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 9 : Rétention stockage des concentrats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs</p>

<p>suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -100 % de la capacité du plus grand réservoir ; -50 % de la capacité totale des réservoirs associés. [...]
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté, sur la zone en extérieur du site parc, la présence d'une cuve de concentrats qui n'était pas associée à une rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de doter la cuve de stockage des concentrats d'une rétention de capacité d'au moins 20 m³ (soit 100 % de la capacité de la cuve de stockage).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>